

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Contrer les violences sexuelles à l'université : un maillage de résistance

Sandrine Ricci

Numéro 18, automne 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/86385ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Ricci, S. (2017). Contrer les violences sexuelles à l'université : un maillage de résistance. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (18), 178–183.

Contre les violences sexuelles à l'université : un maillage de résistance

SANDRINE RICCI¹

Les communautés universitaires québécoises font actuellement face à la mise au jour de la prévalence, en leur sein, de situations de violences sexuelles. Les résultats de l'enquête ESSIMU (Enquête Sécurité, sexualité et interactions en milieu universitaire) montrent que le phénomène n'est ni rare ni nouveau : une personne sur trois ayant participé à l'étude rapporte avoir vécu une forme ou l'autre de violence sexuelle dans le cadre de ses études ou de son travail depuis son arrivée à l'université². Face à l'institutionnalisation croissante de ce problème désormais inscrit à l'ordre du jour politique, processus dont on peut légitimement craindre qu'il oblitère tout ancrage militant³, il m'apparaît important de souligner une chose ou deux que révèle l'examen des mobilisations féministes contre les violences sexuelles en milieu universitaire. En guise de « bilan de luttes » et de mon point de vue – largement situé à l'UQAM – de militante féministe et de chercheure dans l'équipe ESSIMU, je propose donc de faire un bref retour sociohistorique sur ces mobilisations, afin d'exposer le maillage de résistance féministe qui a rendu possible la mise sur pied de notre équipe de recherche⁴ et contribué de manière décisive aux avancées en matière de lutte contre la culture du viol en milieu universitaire. Cet angle d'approche m'amène à éclairer le rôle des institutions dans la (re)production de ce que l'on qualifie désormais de culture du viol dans les établissements d'enseignement supérieur.

1 Doctorante en sociologie et chargée de cours à l'UQAM, co-chercheure à l'équipe ESSIMU.

2 Manon Bergeron, Martine Hébert, Sandrine Ricci, Marie-France Goyer, Nathalie Duhamel, Line Kurtzman, Isabelle Auclair, Laurence Clennett-Sirois, Isabelle Daigneault, Dominique Damant, Stéphanie Demers, Jacinthe Dion, Francine Lavoie, Geneviève Paquette et Sylvie Parent, *Violences sexuelles en milieu universitaire au Québec. Rapport de recherche de l'enquête ESSIMU*, Montréal, UQAM, 2016, <www.essimu.quebec>.

3 Melanie A. Beres, Barbara Crow et Lise Gottell, « The perils of institutionalization in neoliberal times. Results of a national survey of canadian sexual assault and rape crisis centres », *Canadian Journal of Sociology*, vol. 34, n° 1, 2009.

4 Je m'exprime toutefois ici à titre personnel, sans engager le reste de l'équipe.

Le jour de la marmotte pour les féministes mobilisées contre les violences sexuelles

Se familiariser avec la contestation des rapports sociaux de sexe dans le dispositif académique appelle plusieurs constats, en l'occurrence que la violence sexiste et sexuelle n'est pas un problème récent dans les universités, non plus que l'inadéquation de la réponse institutionnelle à cette question qui tient largement du tabou – spécialement quand sont impliqués des abus de pouvoir de la part du corps enseignant. De fait, un rapide survol de l'histoire de la résistance féministe contre la violence patriarcale, ne serait-ce qu'à l'UQAM⁵, expose tant l'inertie de l'État québécois que l'imperméabilité des administrations universitaires aux demandes étudiantes en faveur de campus exempts de violence sexuelle.

Le 6 février 1989, le quotidien *La Presse* publiait un article intitulé « Le nombre d'agressions sur certains campus est un secret bien gardé », rapportant une série d'attaques commises dans différentes universités québécoises et une réticence à communiquer des statistiques à cet égard. Presque 30 ans plus tard, le manque de transparence et de rigueur affectant le traitement des violences sexuelles dans l'enceinte des universités et des cégeps fait encore les manchettes, celles du journal *Le Devoir*, notamment, avec un accablant dossier livré en mars dernier.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que des associations étudiantes dénoncent l'inefficacité des canaux institutionnels, dans les universités comme dans les cégeps. Formulant des critiques remarquablement actuelles, un mémoire présenté à la Commission parlementaire sur l'enseignement collégial en 1992 par l'Organisation des femmes dans l'ANEEQ (ODFA), un rassemblement féministe non mixte au sein de l'Association nationale des étudiants et étudiantes du Québec (ANEEQ), appelle les communautés concernées à se saisir avec diligence du dossier de la lutte contre les violences sexuelles :

Dans la majorité des institutions d'enseignement supérieur, il existe des comités contre le harcèlement sexuel. Toutefois, ils sont très inactifs ou inefficaces. [...] certaines des institutions du savoir et de l'enseignement social nient l'existence ou mettent en doute les témoignages de femmes violées dans ces mêmes institutions, et ce, au lieu de tenter de les aider et de remédier à la situation. La meilleure façon de contrer le harcèlement sexuel, c'est d'agir. Il faut donc que les institutions d'enseignement, par le biais des administrations et des associations étudiantes, publicisent les politiques

5 Histoire qui reste largement inédite, mais je renvoie à la précieuse recension publiée en mars 2015 dans la revue *Françoise stéréo*, « UQAM champ de bataille : histoire (incomplète) des actions féministes sur le campus » (version modifiée et mise à jour à l'hiver 2016), <<http://francoisestereo.com/uqam-champ-de-bataille-histoire-incomplete-des-actions-feministes-sur-le-campus>>.

contre le harcèlement sexuel et incitent les femmes à porter plainte en cas de harcèlement⁶.

Depuis des décennies, les féministes dénoncent les agressions à caractère sexuel qu'elles subissent dans leur milieu d'étude ou de travail. La notion de culture du viol, qui est actuellement en très forte émergence dans le vocabulaire de cette lutte, a d'ailleurs été élaborée à partir des années 1970 par des féministes étatsuniennes à propos des agressions commises sur les campus et dans les milieux sportifs. Parler de culture du viol réfère à des pratiques et à des structures sociales qui minimisent, normalisent, cachent et donc encouragent les violences sexuelles.

De balayer la violence sexuelle sous le tapis à devenir des chefs de file de sa prévention

Les directions universitaires ont longtemps privilégié un mode de gestion informel et pour le moins opaque des « cas problèmes », qui se résume à balayer les épisodes de violence sexuelle sous le tapis de peur de ternir la réputation de leurs établissements et nuire aux inscriptions⁷. Les critiques ciblent le manque de proactivité des administrations, mais aussi l'inadéquation des politiques et des décisions épisodiquement mises de l'avant. Pour ne citer que cet exemple récent, comment comprendre que l'intervenante en relation d'aide finalement embauchée par l'UQAM à la suite de mobilisations diverses n'ait pas vu son contrat d'un an renouvelé ? À ce sujet et d'autres, nous sommes plus de 125 profs, étudiantes et employées à avoir écrit notre inquiétude au recteur Proulx quant à l'engagement réel de son administration, lui demandant de traduire ses allocutions en actions, d'arrêter de faire un pas en avant, deux pas en arrière⁸.

Plusieurs des gestes posés par les institutions ne constituent-ils pas des réponses à la médiatisation d'événements d'agression ou de harcèlement de nature sexuelle ? La promesse d'une loi-cadre par la ministre responsable de l'Enseignement supérieur Hélène David est par exemple survenue au terme d'une démarche engagée dans l'urgence de l'actualité, après les agressions contre quatre femmes dans les résidences de l'Université Laval. Omniprésente dans les médias pour commenter cette pénible affaire et possiblement pallier à la très

6 Organisation des femmes dans l'ANEEQ, *Les conditions d'étude et de vie des étudiantes*, 1992. Récupéré de <www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageFichier.aspx?idf=108176>.

7 Kaitlin M. Boyle, Ashley Barr et Jody Clay-Warner, « The effects of feminist mobilization and women's status on universities' reporting of rape », *Journal of School Violence*, 2017.

8 La lettre en question a été envoyée à ses destinataires et diffusée le 4 avril 2016 sur la page Facebook du Collectif opposé au sexisme, <www.facebook.com/collectifantisexisme/posts/947830452005358> et <<https://docs.google.com/document/d/1BiPfdQUSOaKUHylldruUA9Klu-DRsdSxS7OyixZq8kjo/edit>>.

critiquée gestion de crise par le recteur Brière⁹, la ministre David a par la suite précipitamment demandé aux établissements de tenir des consultations auprès de leur communauté¹⁰, avec comme objectif « que le Québec devienne un chef de file en matière de prévention et de sensibilisation; de sécurité des personnes; de gestion des plaintes liées à des violences à caractère sexuel¹¹».

Après tant d'années de surplace, on peut se demander pourquoi les violences sexuelles en milieu collégial et universitaire sont enfin devenues une préoccupation politique. Des travaux seront probablement engagés pour analyser les conditions d'ouverture de cette « fenêtre d'opportunité ». Une chose est sûre : les pratiques des directions universitaires se trouvent désormais dans la mire tout à la fois des féministes, des médias et des gouvernements. Comprendre le processus de mise à l'ordre du jour politique – par lequel un problème social fait l'objet d'une intervention de la part des autorités publiques, commanderait d'examiner conjointement les logiques de mobilisation collective, de médiatisation et de politisation (en termes de bénéfices électoraux, par exemple) de ce problème¹².

Avant les agressions à l'Université Laval et les manifestations qui ont suivi, différentes initiatives avaient braqué les projecteurs sur les décideurs, particulièrement en 2014. Baptisée « année de l'insurrection féministe contre la violence masculine¹³», cette période fut marquée par différents crimes sexuels dénoncés un peu partout par les femmes, incluant sur les campus, pensons par exemple au scandale uqamien qu'on a vu qualifié de « *stickergate* »¹⁴. Les portes des bureaux de six membres du corps professoral ont brièvement été placardées d'autocollants sur lesquels on pouvait lire : « Harcèlement, attouchements, voyeurisme, agressions... Tolérance zéro! Non à la culture du viol. Brisons le silence. L'UQAM doit agir ». Au-delà de la tempête médiatique entraînée par cette opération anonyme, on peut se demander si elle ne traduit pas d'abord un certain ras-le-bol face à l'attentisme institutionnel, et ensuite si elle n'a pas montré sa redoutable efficacité pour ériger la violence sexuelle en milieu universitaire en

9 ICI Radio-Canada Québec, *Agressions à l'Université Laval : le recteur Denis Brière sur la défensive*, 18 octobre 2016, <<http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/809336/universite-laval-recteur-denis-briere-ministre-david-rencontre>>.

10 Sandrine Ricci, « Entre le lièvre et la tortue », *Ricochet*, 7 décembre 2016, <<https://ricochet.media/ft/1576/entre-le-lievre-et-la-tortue>>.

11 Site du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, <www.education.gouv.qc.ca/dossiers-thematiques/violences-a-caractere-sexuel/>.

12 Patrick Hassenteufel, « Les processus de mise sur agenda : sélection et construction des problèmes publics », *Informations sociales*, vol. 1, n° 157, 2010.

13 Rebecca Solnit, « a year of feminist insurrection against male violence » (ma traduction), dans « Listen up, women are telling their story now », *The Guardian*, 30 décembre 2014.

14 « UQAM champ de bataille: histoire (incomplète) des actions féministes sur le campus », *op. cit.*

problème public, d'autant que dans les semaines qui ont suivi, « les plaintes pour harcèlement ont doublé auprès des instances concernées de l'UQAM¹⁵ ».

De l'indignation à l'action à la production de connaissances

Le travail de recherche conduit par l'équipe ESSIMU se trouve porté par cette conjoncture et par un héritage de résistance féministe qui reste largement le fait des étudiantes de l'UQAM. Mobilisées de manière conflictuelle avec la direction de cette université depuis sa fondation, elles jouent un rôle important dans la définition du problème des violences sexuelles en milieu universitaire et dans leur publicisation comme enjeu social, dans l'imputation de ses causes et dans l'identification de solutions interpellant les autorités publiques. Récemment, on a vu des profs et des employées s'allier publiquement aux étudiantes dans cette lutte contre la culture du viol, notamment par la voix du Collectif opposé au sexisme à l'UQAM. Créé dans la foulée de mobilisations contre des initiations sexistes de la rentrée 2013, ce groupe s'est rapidement saisi de la nécessité de documenter le problème des violences sexuelles en milieu universitaire. En l'absence de données scientifiques, il semblait difficile d'obtenir un engagement institutionnel. L'enquête ESSIMU est venue combler un tel manque et il est permis d'espérer que ce travail alimentera les mobilisations auxquelles il est redevable¹⁶.

Ainsi, une constellation d'actions contre la violence patriarcale a favorisé la création de solidarités militantes et académiques, dont je postule qu'elles ont contribué de manière significative aux avancées actuelles en matière de lutte contre la culture du viol en milieu universitaire et au-delà. L'enquête ESSIMU traduit la portée d'un tel maillage de résistance féministe, patiemment tissé depuis plus de 30 ans. Ce travail de recherche s'inscrit à la fois dans une perspective de recherche-action et dans un paradigme féministe, c'est-à-dire une approche qui nous engage à entretenir une mémoire des luttes et une conscience historique, politique, sociologique, bref, critique, des multiples enjeux en présence.

Dire une chose et en faire une autre ? Perspectives sur le péril de l'institutionnalisation

*Il y a eu – et il y a toujours – un système politico-médiatique
qui travaille à effacer nos traces, nos luttes.*

Christine Delphy¹⁷

L'histoire nous montre que les institutions s'approprient parfois les résultats de luttes sociales et de mobilisations collectives. Ainsi, il n'est pas rare que

15 Caroline Montpetit, « Des campagnes qui visent à accroître le nombre de dénonciations », *Le Devoir*, 3 janvier 2015.

16 Pour en savoir plus sur cette genèse, consulter le rapport ESSIMU, chapitre 1, *op. cit.*

17 « Christine Delphy : “ La honte doit changer de bord ” », Entretien paru dans le n° 2 de la revue papier *Ballast*, 9 décembre 2015, <www.revue-ballast.fr/christine-delphy/>.

l'État édicte des lois, mette sur pied des campagnes de sensibilisation ou des commissions d'enquête en oblitérant les luttes qui les ont rendues possibles, bref en dépossédant les militantes de leurs gains et même, en oubliant de les consulter. C'est pourquoi il est crucial de rappeler la genèse d'ESSIMU, pour ne pas invisibiliser le travail militant des féministes ayant rendu possible la mise sur pied d'une enquête qui a documenté le problème et peut-être donné des munitions au mouvement de lutte contre la culture du viol en milieu universitaire, mais qui a certainement aussi contribué à son institutionnalisation.

Terminons avec ces mots de Nina Hermes, une étudiante de l'Université McGill qui a témoigné des agressions qu'elle y a subies et dont la courageuse prise de parole (lors de la journée de réflexion de la ministre David à Montréal) exprime bien le scepticisme que plusieurs survivantes nourrissent à l'égard du traitement institutionnel de leur vécu :

Vous aimez les macarons, les slogans et les campagnes de sensibilisation, mais vous n'aimez pas l'action. Où sont les consultations avec les victimes ? Où est la justice pour nous ? Où est le changement ? [...] J'aimerais être heureuse d'être ici aujourd'hui, mais je suis plutôt inquiète parce que c'est vraiment difficile d'avoir confiance en vous. C'est vraiment difficile d'avoir confiance en vous parce que je viens de passer quatre ans dans une université qui dit une chose et en fait une autre. C'est vraiment difficile d'avoir confiance en vous parce que vous n'écoutez pas les victimes. C'est vraiment difficile d'avoir confiance en vous parce que je n'ai jamais vu l'action. Je voudrais croire que vous pouvez changer et c'est maintenant le moment de le prouver¹⁸.

À nous de ne pas nous asseoir sur nos lauriers, de nous assurer que les outils de prévention de la violence sexuelle qui ont vu et verront le jour soient évalués, pour en garantir l'efficacité et obtenir de vrais résultats. À nous de maintenir la pression afin que les violences sexuelles subies en milieu universitaire ne soient pas qu'un objet de relations publiques pour les institutions.

18 Pour la note 18, avec la permission de Nina Hermes.